

**Etablissements dangereux, insalubres ou
incommodes, installations classées
(1807-1999)**



*L'usine de terres réfractaires et la gare de Sainte-Aulaye
(ADD, cote 2 Fi 1873)*

Définition

Le code de l'environnement définit les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) telles que les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, présentant des dangers ou des nuisances pour la commodité des riverains, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement et/ou la conservation des sites et des monuments.

Historique¹

En 1794, l'explosion de la fabrique de poudre de Grenelle à proximité immédiate de Paris, entraînant la mort de 1000 personnes, initie la prise de conscience sur les risques et les nuisances pouvant être générés par l'activité humaine.

Le régime des installations classées est l'un des plus anciens du droit de l'environnement français, puisqu'il remonte au XIXe siècle. Le décret impérial de 1810 les nomme alors **manufactures, ateliers ou fabriques**.

La loi du 19 décembre 1917 relative **aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** améliore le dispositif en tenant compte de la notion de pollution. Par ailleurs, cette loi soumet les établissements les moins importants en termes de nuisances à un régime de simple déclaration.

Il faut attendre le décret du 20 mai 1953 modifiant la loi de 1917 pour voir instaurer une nomenclature de ces établissements qui les classe en trois catégories².

Vers la fin des années 1960, l'inspection des établissements classés, auparavant assurée par l'inspection du travail, est confiée au service des mines puis transférée au ministère de l'environnement à sa création en 1971, le suivi des dossiers étant assuré par la préfecture et les sous-préfectures.

La loi du 19 juillet 1976 sur les **installations classées** pour la protection de l'environnement (ICPE) devient la base juridique de l'environnement industriel en France. Ce texte est fondé sur ce que l'on appelle l'approche intégrée, c'est-à-dire qu'une seule autorisation est délivrée et régit l'ensemble des aspects concernés : risques accidentels, gestion des déchets, rejets aqueux, rejets atmosphériques, pollutions des sols... Une seule autorité est également compétente pour l'application de cette législation : l'inspection des installations classées.

A la suite de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse survenue le 21 septembre 2001, la prévention des risques technologiques et naturels est renforcée par la loi du 30 juillet 2003³.

¹ <https://aida.ineris.fr>

² http://www.envirionance.fr/media/Textes_reglementaires/Nomenclature_ICPE/Decret_53-578.pdf

La procédure d’instruction des dossiers d’ICPE

Après avoir été déposé en préfecture, le dossier est transmis à l’inspection des installations classées⁴ qui vérifie s’il est complet. Le dossier est ensuite soumis à une enquête publique d’un mois, à l’avis du conseil municipal concerné et de différents services comme le Service Départemental d’Incendie et de Secours ou la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Le préfet peut ensuite signer un arrêté d’autorisation ou le refuser. Cette procédure dure environ un an. La demande est considérée comme caduque au bout de 3 ans, si l’installation n’a pas commencé son activité.

Rechercher un dossier d’installation classée

Il est conseillé de se référer aux inventaires réalisés par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) mettant à la disposition du public sa base BASIAS qui renvoie aux cotes des archives des dossiers des anciens sites industriels : [Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels](#)

Pour effectuer les recherches sans précision de cote, il est indispensable de rechercher dans un premier temps dans la liste des cotes ci-dessous qui renvoient à des inventaires et des bordereaux de versements présentant les détails des dossiers et consultables en salle de lecture des Archives départementales.

Il est à noter que la recherche d’arrêtés préfectoraux peut être réalisable à condition de connaître les dates précises (jour, mois et année) et éventuellement, le numéro de l’arrêté.

Liste des documents conservés aux Archives départementales de la Dordogne

Les services ayant produit et versé les dossiers et arrêtés préfectoraux sont la préfecture et les sous-préfectures en majorité ; les documents sont classés dans les fonds modernes (sous-série 5 M : administration générale, santé publique ; série Z : sous-préfectures ; sous-série 70 S : mines et forges) pour la période 1800-1940 ; pour la période postérieure à 1940, dans les fonds contemporains (série W).

Par ailleurs, on distingue l’appellation des dossiers antérieurs à 1960 (établissements dangereux, insalubres ou incommodes) de celle des documents postérieurs à 1960 (installations ou établissements classés).

⁴ Les inspections sont réalisées par la Direction départementale de l’emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des population (DDETSPP) pour les installations agro-alimentaires et pour les autres établissements par la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DREAL).

Fonds modernes 1800-1940 (documents librement communicables)

- Préfecture

- 5 M 43. Fonderies de suif, fabriques de cierges, bougies et chandelles (1818-1927).
- 5 M 44. Fonderies de suif, fabriques de cierges, bougies et chandelles, abattoir (1932-1934).
- 5 M 45 et 46. Dépôts de vidanges, engrais, poudrette, os verts (1851-1936).
- 5 M 47. Abattoirs publics (1831-1936)
- 5 M 48 à 50. Tueries particulières (1877-1937).
- 5 M 51. Clos d'équarrissage (1884-1936)
- 5 M 52. Asticotières et dépôts de chair (1932-1936).
- 5 M 53. Porcheries et laiteries (1913-1937).
- 5 M 54. Mécanique, serrurerie, fonderies et traitement des métaux (1858-1936).
- 5 M 55. Scieries mécaniques et travail du bois (1895-1927).
- 5 M 56 et 57. Tanneries, mégisseries, corroieries (1819-1934).
- 5 M 58. Papeteries et carton bitumé (1829-1835).
- 5 M 59. Dépôts et traitement de chiffons (1884-1930).
- 5 M 60. Distilleries d'alcool, fabriques de liqueurs et sirops, brasseries (1842-1936).
- 5 M 61 à 63. Tuileries, poteries, briqueteries, fours à chaux et à plâtre, ciments (an IX-1930).
- 5 M 64. Goudrons et bitumes (1866-1937).
- 5 M 65. Produits chimiques (1853-1940).
- 5 M 66. Teintureries (1853-1935).
- 5 M 67. Huileries et savonneries (1813-1939).
- 5 M 68. Acétylène (1902-1917).
- 5 M 69. Gaz d'éclairage et gaz butane (1858-1936).
- 5 M 70 à 75. Liquides inflammables (1867-1939).
- 5 M 76. Garages (1929-1935).
- 5 M 77. Sucrierie, amidonnerie, verreries, fabrication de gélatine, traitement des plumes et duvets, atelier de vulcanisation, industrie de la perle, conserverie, fabrique de chapeaux et feutres, brûlage des vieilles boîtes, fabrication d'instruments de chirurgie (1826-1937).

- Sous-préfectures (santé publique)

Sous-préfecture de Bergerac

- 1 Z 71. Hygiène publique, personnel médical, eaux minérales, établissements dangereux, insalubres ou incommodes (1807-1939).

Sous-préfecture de Nontron

- 2 Z 154. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (1867-1939).

Sous-préfecture de Ribérac

- 4 Z 125. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (1845-1926).

Sous-préfecture de Sarlat

5 Z 99*. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes : registre des déclarations d'ouverture de dépôts d'essence et de liquides inflammables (1904-1934)

5 Z 100. Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes : dossiers classés par ordre chronologique (1882-1931).

Mines et forges

70 S 9. Mines et forges. Ecoles des Mines de Saint-Etienne : envoi d'élèves (1823-1925). Ecole des maîtres - mineurs d'Alès : avis relatif aux examens d'admission (1931). Ecole des maîtres - mineurs de Douai : notice sur l'école et avis de concours (1937).

70 S 15. Mines et forges. Registre des demandes en concession de mines et l'autorisation d'usines à fer en exécution de la loi du 21 avril 1810 (article 22) (1810-1944).

70 S 19. Mines et Forges. Etablissement de la redevance : instructions, rapports de l'ingénieur sur les mines et forges, tableaux par mines des résultats du travail des redevances, réclamations des maîtres de forges et des exploitants de mines (1812-1877).

70 S 20. Mines et forges. Etats d'exploitation des mines concédées pour l'établissement de la redevance proportionnelle (contiennent de nombreux renseignements ainsi que les observations de l'ingénieur) : mine de houille du Lardin, mines de lignite de Lassère à Simeyrols et de la Chapelle-Péchaud (1821-1886).

70 S 21. Mines et forges. Mines de manganèse à Milhac-de-Nontron, Saint-Jean-de-Côle, Saint-Martin-de-Fressengeas, Saint-Martin-le-Pin, Saint-Pardoux-la-Rivière, Teyjat, Thiviers (1826-1867).

70 S 22. Mines et forges. Mine de fer des Chabannes à Saint-Romain (1886).

70 S 23. Mines et forges. Etats d'exploitation des mines non concédées pour l'établissement de la redevance proportionnelle : (contiennent de nombreux renseignements ainsi que les observations de l'ingénieur) mines de fer et forges (classées par communes), fonderies de Lafarge à Saint-Médard d'Excideuil (1811-1839).

70 S 24. Mines et forges. Mines de houille. Concession du Lardin (communes de Beauregard-de-Terrasson et Saint-Lazare) : demande en concession de Fars, demande en concession Bon et Festugière, exploitation Hoche et Beaufort de Thorigny, concession de Royère et Brard (1 plan), refus d'extension, reprise des travaux, occupation temporaire des terrains Grand (2 plans), changements de propriétaire, contravention, projet de déchéance, occupation du domaine public, demande de renonciation de concession (1808-1940).

70 S 25. Mines et forges. Mines de houille. Demande de concession sur la commune de Lavilledieu (1 plan), demande en extension et en concession sur les communes Lavilledieu, Pazayac et Terrasson : refus (1826-1893).

70 S 26. Mines et forges. Mines de lignite. Concession d'Allas-les-Mines (communes d'Allas-les-Mines, Berbiguières, Marnac, Cladech, Saint-Germain, Carves) : déclarations de recherches et autorisations de disposer du produit, demande en concession, bornage (1 plan), plainte, occupation temporaire de terrains (2 plans), arrêté ministériel (1919-1931).

70 S 27. Mines et forges. Mines de lignite. Concession de la Chapelle-Péchaud (communes de la Chapelle-Péchaud, Saint-Laurent, Veyrines, Carves, Grives, Cladech) : demande en concession, demande en extension (1 plan), refus d'extension (1 plan), déclaration de recherches par la Poudrière Nationale de Bergerac, procès-verbal de bornage (1 plan), changements de propriétaires, projet d'exploitation, règlement, ouverture d'une galerie, création d'une circonscription de délégués-mineurs, autorisation de disposer du produit de recherches, établissement d'une voie ferrée et d'un chemin de fer minier, autorisation d'exploiter sans remblais, accident du 30 août 1890, éboulements et occupation temporaire de terrains, plaintes, réclamation de mineurs, redevance communale, liste des ouvriers (1865-1938).

70 S 28. Mines et forges. Mines de lignite. Concession de Cladech (communes de Cladech et Allas) : demande en concession et bornage (3 plans), changement de propriétaire, refus d'extension de la concession, déclaration de chantiers souterrains, plainte, éboulement d'un chemin et interdiction d'exploitation aux abords, occupation de terrains (plans), établissement d'un chemin de fer aérien, renonciation à la concession (1883-1936).

70 S 29. Mines et forges. Mines de lignite. Concession de Lasserre (commune de Simeyrols) : rapport de l'ingénieur sur la découverte, autorisation d'exploitation, demande de concession (décret du 9 février 1856), autorisations de disposer du produit des recherches, demandes d'indemnités par différents concessionnaires, procès-verbal de visite et interdiction de travaux (1 plan), élection de domicile des concessionnaires, demande en extension et abandon, bornage, réclamation d'Anglars, demande en concession, accident, plainte, accident du 14 août 1887, rapport de l'ingénieur et arrêté préfectoral sur les mesures préventives de sécurité occupation temporaire de terrains (1plan), procès-verbal de visite, demande, redevance, occupation temporaire de terrains, amodiation, reprise des travaux, lettre de mineurs sur la sécurité et rapport de l'ingénieur, institution d'une circonscription de délégué mineur, occupation temporaire de terrain, changement de propriétaire (1814-1931).

70 S 30. Mines et forges. Mines de lignite. Concession de Veyrines (communes de Veyrines-de Domme et Castelnaud-Fayrac) : demande en concession (1 plan, décret du 27 février 1895), bornage, autorisation de disposer du produit des recherches, amodiation et reprise d'exploitation, occupation temporaire de terrains, changement de propriétaire, plainte à la suite d'un éboulement, occupation temporaire de terrains, plainte (1891-1932).

70 S 31. Mines et forges. Mines et de fer et pyrite de fer. Concession des Chabannes (communes de Saint-Martin de Fressengeas et Saint-Romain) : demande en concession (1 plan, décret du 20 juillet 1886), bornage, interdiction d'exploitation, changements de propriétaire, abandon de travaux, demande en renonciation (décret du 9 novembre 1923). Mine d'Excideuil (communes de Saint-Germain des Prés et Saint-Martial d'Albarède) : essai de régulation d'exploitation, autorisation d'exploitation sous la route départementale n°17, demande en concession sur les communes de Saint-Capraise, Baneuil et Cause de Clérans : refus (décret du 9 août 1881). Concession de Saint Romain et Thiviers, Saint-Jean-de-Côle, Saint-Martin de Fressengeas : demande en concession de mine (1823-1923).

70 S 32. Mines et forges. Mines de manganèse. Demande en concession sur les communes de Javerlhac, Le Bourdeix, Saint-Martial-de-Valette, Nontron : refus (décrets des 22 mars 1880 et 26 août 1881) 1 plan (1878-1892).

70 S 33. Mines et forges. Mines de manganèse. Demande en concession sur les communes de Sarlat, La Canéda et les autres : refus et désistement (1877-1879).

70 S 34. Mines et forges. Mines de manganèse. Demande en concession sur la commune de Saint-Martin-de-Fressengeas : désistement (1879-1880).

70 S 35. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de fourneaux (commune de Nontron) : demande en concession, demande en renonciation (1832-1833).

70 S 36. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Lamothe (commune de Nontron) : demande en concession, réclamation demande en extension (1plan) (1828-1840).

70 S 37. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Saint-Jean-de-Côle (communes de Saint-Martin-de-Fressengeas, Milhac-de-Nontron) : demande en concession (2 plans), changement de propriétaires, demande en extension, refus, demande en renonciation (1843-1921).

70 S 38. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Saint-Martin-Fressengeas : demande en concession (2 plans), demande en extension, exploitation (1 plan), demande en réduction, refus, demande en renonciation (1821-1862).

70 S 39. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Saint-Martin-le-Pin : demande en concession, 2 plans, procès-verbaux de visite de l'ingénieur, demande en renonciation (1840-1849).

70 S 40. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Teyjat (communes de Teyjat et Javerlhac) : demande en concession (2 plans), demande en renonciation, désistement, changement de propriétaire, déchéance, adjudication, annulation de la concession (1841-1940).

70 S 41. Mines et forges. Mines de manganèse. Concession de Thiviers (communes d'Eyzerat et Thiviers) : demande de concession (1 plan). Concession de Milhac :

demande en concession (1 plan), demande en réduction de concession (1 plan), occupation temporaire de terrains, demande en extension. Concession de Saint-Pardoux (commune de Saint-Pardoux-la-Rivière) : demande de concession (1 plan), procès-verbaux de visite de l'ingénieur, réclamation, demande de retrait, changement de propriétaire, déclaration de travaux constitution de la société et élection de domicile des concessionnaires, redevances, demande en renonciation (1828-1924).

70 S 42. Mines et forges. Mines de manganèse. Plan d'une concession demandée sur les communes de : Saint-Jean-de-Côle, Saint-Romain et Saint-Clément, Thiviers, Eyzerat (v. 1840).

70 S 43. Mines diverses. Antimoine et métaux connexes. Concession des Biards (départements de la Haute-Vienne, Corrèze et Dordogne : commune de Payzac) : demande en concession (1909-1915).

70 S 44. Mines diverses. Mispickel aurifère et métaux connexes. Concession du Tindeix (commune de Jumilhac-le-Grand) : demande en concession (1 plan), procès-verbal de bornage (1 plan), comptes. Plomb, argent, zinc, pyrites de fer et autres minerais connexes, graphite (1812-1931).

70 S 45. Mines et forges. Concession de Nontron (communes de Nontron, Saint-Martial-de-Valette, Sceau-Saint-Angel, Saint-Pardoux-la-Rivière) : demande en concession (1 plan), procès-verbal de bornage, réclamation, historique de la concession, changement de propriétaires, liste des ouvriers, demande en renonciation, occupation temporaire de terrains (plans) (1897-1927).

70 S 46. Mines et forges. Compagnie des mines de plomb de Chabrignac (Corrèze) et de la verrerie du Lardin : acte de dissolution de la société, demande de concession (mine de graphite). Thiviers, Saint-Romain, Saint-Jean-de-Côle, Saint-Martial de Fressengeas (1827, 1884).

70 S 135. Carrières. Réglementation, généralités, règlements, arrêtés, décrets, circulaires, explosifs utilisés dans les carrières, procès-verbaux de visite de l'ingénieur (1868-1938).

70 S 136. Carrières. Déclaration d'exploitation, autorisations, interdictions, réglementation, exploitation à la mine, droits de passage, voie ferrée, plaintes, accidents concernant les communes de : Allas-les-Mines, Bayac, Campagne, Couze et Varennes ; Beauronne ; Berbiguières ; Boulazac ; Le Buisson ; Castelnau-Fayrac ; Cercles ; Champcevinel ; La Chapelle-Faucher ; Condat-sur-Trincou ; Coulounieix-Chamiers ; Daglan et Saint-Pompon ; Domme ; Les Eyzies-de-Tayac ; Groléjac ; Javerlhac ; Jumilhac-le-Grand (1849-1933).

70 S 137. Carrières. Déclaration d'exploitation, autorisations, interdictions, réglementation, exploitation à la mine, droits de passage, voie ferrée, plaintes, accidents concernant les communes de : Lalinde ; Léguillac-de-Cercles : Limeyrat ; Mareuil ; Maurens ; Mauzens-Miremont ; Mouzens ; Ménesplet ; Milhac-de-Nontron ; Mussidan .Négrondes .Notre-Dame-de-Sanilhac ; Périgueux ; Quinsac ; La Rochebeaucourt ; Saint-Astier ; Saint-Cernin-de-l'Herm ; Saint-Front-de-Pradoux Saint-Just ; Saint-Laurent-des-Hommes ; Saint-Laurent-sur-l'Isle ; Saint-Médard-de-

Mussidan ; Saint-Nexans ; Saint-Pierre-de-Côle ; Sarlat ; Savignac-les-Eglises ; Sencenac-Puy-de-Fourches ; Sorges ; Terrasson ; Thiviers ; La Tour Blanche ; Trélissac ; Vanxains ; Vélines ; Vézac ; Vieux-Mareuil ; Villac ; Vitrac (1847-1938).

70 S 138. Carrières de pierre de Brantôme : réglementation (1 plan), réclamation de l'entrepreneur, réclamation pour un droit de passage (2 plans), plan levé par le garde mine, nouveau chemin à ouvrir à la suite d'éboulement, danger pour l'abbaye (1 plan), consolidation par piliers, rapport de l'ingénieur, autorisation d'exploitation, autorisation d'exploitation à la mine, élection de domicile de l'exploitant, demande de reprise des travaux dans l'ancienne carrière et renonciation (2 plans), demande de reprise d'exploitation (1 plan), réglementation complémentaire, demande de reprise d'exploitation, acquisition de bâtiment, exploitation à Empeyraud, déclaration d'exploitation, surveillance des travaux et réglementation, réglementation complémentaire, droit de passage sous un chemin (1 plan), demande d'ouverture d'une galerie d'aéragage (1 plan), demande d'essais de résistance, percement vers les anciens travaux (2 plans), plainte contre l'exploitation, réclamation de l'exploitant (1839-1902).

70 S 139. Carrières. Carrières de pierre à Chancelade. Exploitation à « Reymonden ». Déclarations, exploitation souterraine, déclaration d'exploitation. Exploitation aux Grèzes : plainte, autorisation d'exploitation à la mine (1 plan). (1885-1938).

70 S 140. Carrières. Carrière de pierre de Cognac-sur-l'Isle : plainte, accidents, demande de transformation en chemin de fer industriel d'un embranchement particulier (plans), occupation temporaire de terrains (1922-1935).

Fonds postérieurs à 1940 (série W) et librement communicables

- Fonds de la préfecture (établissements dangereux, insalubres ou incommodes)

1 W 281. Etablissements de première classe (1947-1951)

1 W 282 à 285. Etablissements de première et deuxième classes : rejets (1948-1960).

1 W 286. Etablissements de deuxième classe (1948-1951).

1 W 287. Etablissements de troisième classe (1943-1951).

1 W 288. Etablissements de troisième classe : dépôts de liquides inflammables (1948-1951).

1 W 289. Etablissements de 3^{ème} classe : garages (1952-1961).

1 W 290. Etablissements de 3^{ème} classe : dépôt de gaz combustible liquéfié (1948-1961).

1 W 291. Etablissements de 3^{ème} classe : dépôts de liquides inflammables (1953-1961) et de 2^{ème} classe : élevages avicoles (1954-1957).

1 W 292. Etablissement de 3^{ème} classe : travail des métaux (1960-1963).

Déclarations enregistrées dans les sous-préfectures (1960-1963).

1 W 293. Déclarations de successions (1948-1962)
1 W 294 à 296. Tueries particulières (1948-1959).
1 W 297 à 301. Dépôts de liquides inflammables (1950-1958).
1 W 302. Dossiers (1940-1960). Instructions (1953-1954).
1 W 2410. Plaintes et contrôles (1958-1961).
1 W 2411. Dépôts de liquides inflammables n° 1251-1300 (1958-1961).
1 W 2412. Dépôts de liquides inflammables n° 1301-1325 (1961-1962).
1 W 2996. Contrôle (1963-1968).
1 W 2998 à 3000. Dossiers rejetés (1960-1969).
1 W 3001. Recensement des dépôts de carburants (1961-1964).
1 W 3002. Contentieux (1958-1968).
1 W 3003. Instructions (1965-1967).

Préfecture – 4^{ème} Division – 1^{er} Bureau (voirie – service des Mines)

11 W 151. Transports publics en commun : procès-verbaux de notification d'arrêtés, procès-verbaux de visite (1940-1942). Appareils à pression de gaz : réglementation, accidents (1940-1945). Carrières : fiches de recensement (1941), accidents (1941, 1945).

11 W 152. Mines. Registre (1947 ?), rapports (1942, 1944). Déclarations de découverte (1941-1945). Mines de lignite et de schiste bitumineux d'Allas-les-Mines et Cladech (1940-1947). Mines de lignite de Veyrines, de Castelnaud-Fayrac et de Simeyrols (1941-1945). Mine de mispickels et métaux connexes du Teindeix à Jumilhac-le-Grand : renonciation à la concession (1946-1947). Charbonnage de la Serre à Simeyrols (1944-1946). Mine de Siorac : fourniture d'un moteur électrique (1945). Personnel employé dans les mines : listes, réquisitions, licenciements, salaires, accidents (1942-1947). Service des Mines : personnel (1941-1942). Tourbières. Réquisitions, autorisations (1942-1946).

11 W 153. Mines. Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs : circulaires (1940-1944). Vallée des Beunes, assainissement. Main d'œuvre musulmane, espagnole et indochinoise : culture du chanvre (photographies, 1941-1945). Vallée de la Seyze, assainissement : association syndicale de Lamonzie-Montastruc et Queyssac (1954-1955). Rivières d'Isle, Dordogne et Vézère : adjudication des produits des talus et francs-bords (1939-1947, 1953).

Fonds postérieurs à 1940 et soumis à autorisation de consultation

Préfecture – Service de Coordination et d'Action économique

14 W 91. Carrières : ouvertures, gestion, accidents, réglementation (1940-1959). Contentieux administratif : pourvoi en Conseil d'Etat relatif à la fabrication de glace artificielle (1944-1956). Procédure auprès du tribunal administratif relative à la concession d'une exploitation agricole à Fleurac (1946-1957).

14 W 92. Mines, carrières et tourbières. Service des Mines : personnel, rapports annuels (1940-1953). Carrières, dépôts d'explosifs, fours à chaux et à ciments, tourbières : recensement (1941). Mines et carrières. mines de combustibles du Sarladais : charbonnages de la Chapelle à la Chapelle-Péchaud, charbonnages de Veyrines à Veyrines-de-Domme (1937-1948) ; mines de la Serre à Simeyrols, personnel requis du STO : abandon de travail (1942) ; carrières de Saint-Astier : expropriation pour travaux militaires, répartition de ciment artificiel de la SNCASO (1944-1945) ; carrières de Thiviers : affectation de prisonniers de guerre, demande de libération d'un mécanicien engagé dans les FFI (1944-1945) ; carrière de Crognac : expropriation (1946) ; carrières de Beynac, La Force, Cognac-sur-l'Isle : occupations temporaires (1948-1953) ; mines du Teindeix à Jumilhac-le-Grand : renonciation à la concession par la Société des Aurières Françaises (1949) ; plomb argentifère à Nontron et manganèse à Saint-André-d'Allas et Marquay : déclarations de découverte (1949-1951) ; carrière de Fougueyrolles : réclamation de riverains (1951) ; carrière de Grenier à Brantôme : exploitation (1952-1953) ; carrière d'Excideuil : dégradation aux bâtiments communaux de Saint-Martial-d'Albarède (1954) ; instructions (1948-1958). Tourbières : tourbières de la vallée de la Dronne : prospection (plans, état), tourbière de Venduire : demande d'exploitation (1944, 1949). Explosifs : demande d'autorisation d'utilisation pour un forage d'un puits au Bugue (1948) ; déminage, désobusage et débombage : états des travaux (juin-août 1956).

Elevages

1195 W 1 à 13, 45 à 47. Elevages de porcs (1968-1982).
1195 W 14 et 15, 48 et 49. Elevages de veaux (1977-1984).
1195 W 16 et 50. Elevages de chiens (1962-1984).
1195 W 17,18 et 51. Elevages de salmonidés (1974-1982).
1195 W 19 et 52. Elevages de volailles (1975-1983).
1195 W 20 et 53. Elevages de lapins (1973-1981). 1195 W 53.
1195 W 21. Elevage d'asticots à La Tour-Blanche (1967, 1977).
1195 W 22. Elevage d'animaux de laboratoire à Eyvirat (1973), de singes à Saint-Chamassy (1976), parcs zoologiques au Bugue et à Thonac (1970-1973).
1195 W 74. Bâtiment de transit et de triage de jeunes veaux (1978). Bergerie à La Chapelle-Montaboutlet, chèvrerie à Brouchaud (1978). Polyclinique Création d'une bouverie de transit à Trélissac (1979).

Abattoirs, salaisons et conserveries

1195 W 23 et 24. Abattoirs de boucherie à Bergerac, Nontron, Mussidan, Ribérac, Saint-Cyprien et Thiviers (1961-1965).
1195 W 25. Abattoir de porcs et centre de traitement de viandes à Saint-Vincent-de-Cosse (1975). Abattoir de chevreux à Terrasson (1981).
1195 W 65. Salaison et préparation de viandes et abats, conserveries (1960-1979).
1195 W 71. Usine de fabrication de conserves à Périgueux (1972).
1195 W 74. Dépôt de peaux salées non séchées à Chancelade (1962).

Dépôts de matériel

1195 W 26 à 29. Dépôts de ferrailles (1976-1984).
1195 W 30 à 31. Dépôts d'ordures ménagères et décharges contrôlées (1966-1979).

Travail du fer (ateliers de mécanique, carrosseries, constructions métalliques, serrureries)

- 1195 W 43. Atelier ferronnerie d'art et luminaire à Pazayac et atelier de chaudronnerie à Bergerac (1973). Atelier de constructions métalliques à Savignac-les-Eglises (1976). Ateliers de serrurerie, chaudronnerie agricole à La Chapelle-Aubareil et à Château-l'Evêque (1977). Atelier de mécanique agricole à Castelnaud-la-Chapelle (1977).
- 1195 W 44. Ateliers de mécanique agricole (1962-1976).
- 1195 W 61. Ateliers d'entretien et de réparations mécaniques (1978-1979).
- 1195 W 62 et 63. Ateliers de carrosserie, tôlerie et peinture (1973-1984).
- 1195 W 64. Travail des métaux (1967-1979).
- 1195 W 66. Ateliers de serrurerie (1958-1968).
- 1195 W 73. Atelier de mécanique générale à Chancelade (1979).

Dépôts de combustibles

- 1195 W 60 et 70. Dépôts de gaz combustible liquéfié (1982-1984).

Dépôts d'hydrocarbures et stations-services, parkings

- 1195 W 31 à 34, 54 à 56. Dépôts d'hydrocarbures (1968-1980).
- 1195 W 39. Parkings à Périgueux, Thiviers et Vergt (1974-1978).
- 1195 W 57 et 58. Stations-services (1981- 1983).

Matériaux routiers

- 1195 W 35 et 36. Centrales d'enrobage de matériaux routiers à chaud (1973-1983).

Travail du bois

- 1195 W 37. Ateliers de peintures, installations du travail et broyage du bois (1964-1984).
- 1195 W 42. Fabrique de panneaux de copeaux et de bois agglomérés par la société Panoxyl à Montignac (1963).
- 1195 W 71. Centrales d'enrobages de matériaux routiers à froid à Saint-Astier (1977). Ateliers de menuiserie à Coulounieix-Chamiers et à Beauronne (1979, 1982).

Dépôts chimiques

- 1195 W 40. Dépôts d'engrais chimiques à Saint-Seurin-de-Prats, Lamonzie-Saint-Martin, Le Buisson-Cussac (1963-1971).
- 1195 W 41. Dépôt d'ammoniac liquéfié à Baneuil (1966). Dépôts de gaz combustible liquéfié à Saint-Sulpice-d'Excideuil, Lempzours et Ribérac (1977).
- 1195 W 68. Dépôts d'acétylène dissous (1957-1979).
- 1195 W 70. Dépôts d'oxygène liquide, dépôts de bromure de méthyle, dépôts de gaz combustible (1975-1980).
- 1195 W 71. Dépôt de vernis glycérophtalique à Boulazac (1974).

Fabrication du béton, de la chaux, broyage et concassage,

- 1195 W 67. Emploi de matériel vibrant pour la fabrication de matériaux tels que le béton (1958-1977).
- 1195 W 69. Installations de centrales à béton (1983-1984). Installations de lavage et criblage (1978-1982).

- 1195 W 72. Installations de broyage et de concassage (1980).
1195 W 73. Usine de fabrication de chaux hydraulique naturelle par cuisson à Saint-Astier (1976).
1195 W 76. Installation de broyage et concassage à Saint-Martial-de-Valette (1980).

Autres installations classées

- 1195 W 42. Fabrique de cartouches de poudre de chasse à Saint-Antoine-d'Auberoche (1975).
1195 W 59. Pressings (1963-1977).
1195 W 71. Fabrication d'objets en matière plastique à Périgueux (1961).
1195 W 73. Atelier de découpage à Hautefort (1969). Usine de transformation de plastiques par extrusion à Saint-Martial-d'Artenset (1973).
1195 W 75. Usine SUPCA à Montazeau : projet abandonné (1981).

Contentieux

- 1195 W 76. Contentieux à Mouleydier (1975).
1195 W 77 et 78. Dossiers de contentieux (1976-1979).

- Fonds des sous-préfectures

Sous-préfecture de Bergerac

- 58 W 122. Etablissements classés dangereux ou insalubres, autorisations (1941-1952).
1048 W 214. Installations classées : installation temporaire d'enrobage à chaud (1975). Elevages à Eymet (1974-1975). Elevages de veaux à Montazeau (1972-1976). Dépôt de vieux véhicules à Marsalès (1975).
1501 W 27 à 30. Installations classées annulées (1967-1986).
1616 W 1 à 24. Etablissements classés fermés (1957-1986).

Sous-préfecture de Nontron

- 1063 W 141 à 152. Etablissements classés de 3^{ème} classe (1952-1970).
1063 W 153 et 154. Etablissements classés 2^{ème} classe (1964-1970).

Sous-préfecture de Sarlat

- 1188 W 1 à 51. Etablissements classés : dossiers (1954-1976).
1246 W 73 à 98. Installations classées : dossiers (1977-1980).
1508 W 75 à 100. Installations classées : dossiers (1984-1987).
1508 W 133 à 157. Carrières (1965-1992).
1563 W 405 et 406. Etablissements classés : Panoxyl (1963-1986).
1563 W 407 à 418. Etablissements classés : dossiers (1963-1989).
1690 W 368 à 370. Etablissements classés : dossiers (1990).
1690 W 371 et 387. Etablissements classés, papeteries de Condat (1990).
1690 W 373 à 383. Etablissements classés, dossiers dont Panoxyl (1974-1993).
1715 W 99 à 105. Installations classées : dossiers (1994-1999).
1754 W 99 à 102. Installations classées : dossiers (1995).
1782 W 101 à 103. Installations classées : dossiers (1996).

1856 W 90 et 91. Installations classées. Récépissés de déclarations : du n° 1414 au n° 1440 (1997).

1856 W 92 à 95. Installations classées. Arrêtés préfectoraux concernant les communes de Saint-Crépin-Carlucet, Paulin et Journiac, Saint-Cyprien (1997).

- Mission environnement et inspection régionale des sites (1060 W)

1060 W 6. Dossiers relatifs aux déchets (1982).

1060 W 16. Usines hydroélectriques (1982).

1060 W 20, 28 à 32. Carrières (1980-1982).

1060 W 23. Installations classées et installations polluantes (1980-1982).

- Direction départementale de l'Équipement – Subdivision de Bergerac

1262 W 92. Carrières. Statistiques minérales, instructions, prix, arrêtés (1941-1970).